

Denrées alimentaires—Comité

positives et efficaces, comme l'escompte compensé. De plus, on finira par décourager l'initiative personnelle.

Avant de reprendre mon siège, monsieur le président, je donnerai un exemple typique: il existe des familles qui dépendent d'allocations de bien-être social, de prestations d'assurance-chômage, des familles dont le chef est un ouvrier qui travaille à la Utex Corporation ou à la Rubin Bros. Clothiers Ltd., à Victoriaville, touchant un salaire peu élevé, ou un ouvrier qui travaille dans une industrie à Trois-Rivières, à Chicoutimi, à Sherbrooke, à Saint-Hyacinthe, ou ailleurs, à un salaire minable. Lorsque cet ouvrier arrive chez lui, il donne sa paie à sa femme, regarde ses enfants, fume sa cigarette et il est assez découragé. Ce n'est pas un encouragement pour lui.

Il arrive deux choses désagréables qui démontrent à quel point la politique gouvernementale est stupide, illogique et arriérée. Premièrement, le seul recours de cet ouvrier c'est de «pousser» son syndicat afin de faire augmenter son salaire et, alors, les prix augmentent inévitablement, ce qui entretient le problème. Deuxièmement, quand la mère de famille fait son marché, elle ne le fait pas en fonction des besoins de sa famille, mais à cause du système de fous protégé par les «bleus» et les «rouges», en fonction du chèque de paie de son mari.

Monsieur le président, voilà où nous en sommes dans ce système économique, de sorte que les individus sont découragés de participer à la production et de s'aider eux-mêmes, et réclament aux divers niveaux de gouvernement de plus en plus de mesures de sécurité sociale pour suppléer à ce qui leur manque, c'est-à-dire le pouvoir d'achat suffisant pour participer à la vie économique de leur pays.

Monsieur le président, avant de reprendre mon siège, j'incite le gouvernement, son conseiller et son protecteur, le Nouveau parti démocratique, à étudier sérieusement les propositions du Crédit social qui vont à l'encontre de la politique actuelle, qui vise à la diminution du pouvoir d'achat. Nous disons: Donnons à chaque citoyen sa part de la production nationale, grâce au revenu annuel garanti, et donnons-lui une protection contre les coûts de production et les prix à la consommation, grâce à cette solution qui n'est pas magique mais économique, administrée par des hommes, savoir l'escompte compensé qui nous permettra, tout en respectant la liberté des individus au Canada, d'atteindre le but que le gouvernement poursuit et que nous poursuivons, soit de faire en sorte que les prix ne soient dorénavant plus un cauchemar pour les Canadiens.

[Traduction]

M. Terry O'Connor (Halton): Monsieur l'Orateur, je vous remercie de me donner la possibilité de m'adresser, pour la première fois, à cette auguste assemblée. J'aimerais brièvement mais sincèrement vous féliciter, ainsi que votre adjoint, pour avoir été élus, comme vous le méritiez, à ces postes où vous êtes un peu plus égaux que nous autres, simple égaux.

Monsieur l'Orateur, j'ai été encouragé de constater que le gouvernement avait finalement reconnu officiellement l'existence d'un des plus graves problèmes auxquels notre pays doit faire face. Les Canadiens disposent de nombreux moyens de communication avec le gouvernement fédéral. Mais il ne fait aucun doute que le plus efficace d'entre eux est le bulletin de vote. Il a fallu utiliser cette arme ultime pour faire comprendre au gouvernement ce que des comités, des gouvernements provinciaux, des partis d'opposition et beaucoup de citoyens ordinaires lui

[M. Fortin.]

ont répété pendant des années, à savoir que l'inflation est un problème national sérieux, sur le plan tant économique qu'humain. Bien qu'il soit encourageant de constater que l'attention du gouvernement ait finalement été attirée sur ce problème, même si pour cela il a fallu employer les grands moyens, il n'en est pas moins décourageant de voir quelle solution est proposée.

Comme d'autres orateurs l'ont signalé, il y a eu une multitude de comités, mixtes ou pas, ainsi que de commissions royales d'enquête depuis l'époque de la grande dépression, qui n'ont cependant rien résolu. En fait, étant donné le monde dans lequel nous vivons, il se peut qu'ils contribuent, à court terme, au problème de l'inflation. Leur existence même et la possibilité de recommandations comportant des mesures de contrôle, peuvent entraîner des augmentations de prix dans un moment de panique afin de parer les mesures de contrôle.

• (1650)

Non, monsieur l'Orateur, de concert avec la plupart des observateurs de la scène politique, nous, de l'opposition officielle ne sommes pas optimistes. Nous ne croyons pas qu'en reconnaissant le problème d'aussi mauvaise grâce, le gouvernement pourra y apporter une solution. Quand même, nous sommes bien décidés à tâcher d'obtenir de bons résultats. Ainsi, monsieur l'Orateur, nous avons proposé nos amendements à cette motion portant la suppression de la représentation du Sénat, la limitation des périodes de session à 90 jours et la réduction des frais des contribuables en limitant les voyages et l'usage du personnel de soutien de l'extérieur. Nous pouvons très bien remplacer les mots «personnel de soutien de l'extérieur» par les mots «candidats libéraux défaits».

Les précédents créés au cours de périodes difficiles d'inflation dans le passé ont certainement prouvé la véracité de ces commentaires et fait ressortir la nécessité des amendements proposés. Nous avons vu quatre ou cinq comités siéger interminablement, voyager dans le luxe et étaler leurs talents d'artiste d'un cirque à trois arènes pour que tous les Canadiens s'émerveillent devant les équilibristes de la Chambre des communes, les clowns du Sénat et les phoques savants du gouvernement. Qu'a-t-il accompli ce cirque permanent dans le passé? N'importe quelle ménagère canadienne peut nous donner la réponse. Les prix ont continué de monter et les salariés et les autres employés touchant un revenu ont continué leur lutte pour joindre les deux bouts, ce qui a sérieusement accéléré le rythme de l'inflation.

Je me doute bien, Monsieur l'Orateur, que même le gouvernement sait que nous ne pouvons pas espérer de résultats concrets. Les ministériels s'en sont pris à nos amendements et s'y sont opposés. Toutefois, lorsque d'aussi ardents défenseurs du gouvernement que le président du Conseil Privé (M. MacEachen) et le rédacteur en chef du *Globe and Mail* de Toronto contestent non pas les amendements eux-mêmes mais les motifs qui nous poussent à les proposer, ils reconnaissent la nécessité de ces amendements. Je résisterai à la tentation de faire des commentaires sur les motifs de tout député ou de tout parti de la Chambre. Loin de moi, monsieur l'Orateur, l'idée de laisser entendre que le gouvernement a proposé cette motion et la création du comité pour des raisons qui ne soient pas des plus nobles.

Le comité ne fera un apport à la solution du problème sérieux que pose l'inflation des prix des denrées alimentaires que s'il analyse méticuleusement tous les aspects de l'industrie de production et de distribution des aliments.